



RÉVOLUTIONNAIRES

POUR UN PARTI DES TRAVAILLEURS ET TRAVAILLEUSES, COMMUNISTE ET INTERNATIONALISTE



TCL mode lourd

Lundi 29 septembre 2025

Le recul social ne se négocie pas, il se combat !

Depuis une semaine, les politiciens de droite et d'extrême droite se serrent les coudes autour de Sarkozy. Ils réclament à longueur de journée des peines exemplaires contre la petite délinquance mais ne supportent pas que l'un des leurs soit condamné. Jeudi 2 octobre, ce sont les travailleurs et la jeunesse qui se serreront les coudes de nouveau dans la rue et dans la grève. Après le 10 et le 18 septembre, ce sera une troisième occasion d'apparaître comme la seule force capable de mettre fin à toutes les politiques de régression sociale.

Les patrons sont contents

Lecornu n'a toujours pas annoncé son gouvernement, mais il est certain que le nouveau trombinoscope va ressembler aux précédents : une bande de porte-flingues des actionnaires du CAC 40.

L'interview du Premier ministre au Parisien était à peine parue vendredi que le président du Medef lui envoyait un bon point. Car, ô surprise, il n'y a aura pas de retour de l'ISF, les riches ne seront pas taxés (même pas symboliquement à la mode Zucman), la réforme des retraites ne sera pas abrogée... Encore un effort, élève Lecornu, et le grand meeting « du patronat en colère » prévu le 13 octobre sera annulé. Il n'y a que le PS pour jouer les Calimero : si ce que prévoit Lecornu est « trop injuste », il menace de voter la censure.

Et pour cause, la guerre sociale va continuer de plus belle !

Bayrou voulait réduire le déficit public à 4,6 % du PIB, Lecornu s'en tiendrait à... 4,7 % ! Ses intentions sont dans la lignée de son prédécesseur : faire s'envoler les dépenses militaires, continuer à arroser les actionnaires et mettre à l'amende les services publics. Finis les clins d'œil au PS, désormais la macronie compte sur les députés du RN.

Lecornu reprend le programme raciste et anti-pauvres de l'extrême droite qui s'en prend aux « assistés » que seraient les bénéficiaires de minima sociaux, les étrangers et les chômeurs. À la clé, des attaques brutales contre la partie la plus exposée du monde du travail, les travailleurs privés d'emploi ou de papiers.

Ce ne sont pourtant pas eux qui pillent le budget de l'État, mais les riches qui pratiquent la fraude et l'optimisation fiscale et les capitalistes qui palpent chaque année 270 milliards de subventions. Les patrons sont les vrais assistés, les vrais parasites qui se gavent de notre exploitation au travail !

Nous ne pouvons pas nous défendre avec des armes en carton

Dans la foulée du succès des grèves et des manifestations des 10 et 18 septembre, les directions syndicales n'ont pas fait mieux que de lancer « un ultimatum » à Lecornu... qui n'en a rien eu à cirer. Une fois ressorties bredouilles de Matignon le 24 septembre, elles ont appelé à une nouvelle journée de grève le 2 octobre. Désormais, Sophie Binet, dirigeante de la CGT, dit que c'est « sur la base du rapport de force après le 2 octobre » qu'elles vont retourner voir Lecornu. Comme si on ne descendait dans la rue que pour aller quémander sagement le lendemain à Matignon !

Pour faire reculer le gouvernement et le patronat, une seule journée supplémentaire de mobilisation ne suffira pas. Il faudra les y contraindre en « bloquant tout » par une grève qui s'étend dans tous les secteurs et qui dure suffisamment pour paralyser la machine à profits.

Faire payer les patrons, c'est leur arracher de meilleures conditions de vie et de travail : qui peut vivre aujourd'hui avec moins de 2000 euros par mois ?

Soyons massivement en grève le 2, dans tous les lieux de travail, mais aussi dans les lieux d'études, les facs et les lycées, où la jeunesse scolarisée est mobilisée depuis le 10 septembre. Pas pour mendier des pourparlers dans les salons de Matignon. Mais pour nous organiser à la base, pour décider nous-mêmes de notre lutte, pour construire les étapes d'un mouvement d'ensemble. Pas d'économies sur nos vies : pour vivre et pas seulement survivre, prenons sur les profits !

Consultation, avec ordonnance de reprise du travail

La grève massive aux TCL n'aura pas de suite, en tout cas au bus, où autour d'un millier de grévistes s'étaient mobilisés le 23 juin puis le 8 septembre.

La majorité des syndicats ont en effet accepté de retirer le préavis de grève en échange de l'augmentation de la prime conducteurs de bus. De nombreux grévistes s'y étaient pourtant opposés, après s'être mobilisés à deux reprises pour une vraie augmentation de salaire, pas pour une prime de division (car elle ne concerne que les conducteurs de bus) et sous condition de présentisme, ce qui en fait aussi une prime... anti-grève.

Cette prime est tout de même une avancée, qui démontre que nos employeurs peuvent toujours lâcher plus que ce qu'ils prétendent avant et pendant la grève.

Mais quand les leaders de l'intersyndicale eux-mêmes ne croient pas à la possibilité d'aller arracher mieux en poursuivant le mouvement, ils n'hésitent pas à aller consulter les non-grévistes, bien contents d'en profiter.

Alors oui, une grève suffisamment forte pour être reconduite jusqu'à satisfaction, ça se prépare. Mais préparons-nous en même temps à avoir des cadres pour nous organiser et décider nous-mêmes : **la grève doit appartenir aux grévistes et à personne d'autre !**

Pique-assiettes

On l'a vu, chez RD Lyon le budget buffet est conséquent. Une inauguration par-ci, un BBQ par-là... de quoi manger un bout à l'œil si nos horaires sont compatibles, avant de repartir bosser.

Mais pour bon nombre de représentants de la direction dont le titre et le rôle nous échappent c'est carrément *the place to be* : ils sont sur toutes les photos, à se serrer des mains entre eux et à se remplir l'estomac, en prenant gare à ne pas tâcher les smokings ou les tailleurs.

Qu'est-ce qu'on ferait sans eux ?

Un goût de pastilles Vichy

Un QR code a été mis en place pour demander aux collègues de se cliquer mutuellement sur des sujets de détournement d'argent...

On ne sait pas trop qui est visé, mais l'appel à la délation a un drôle d'arrière-goût dont on a toutes les raisons de se méfier.

Reste à voir qui cliquera la direction ?

9 heures de repos et c'est l'ferro !

Nouveau record pour RD Lyon ! Celui du nombre de franchissement de signaux ferroviaire en une année (et elle n'est pas finie). La cause est sûrement due à la banalisation des 9 heures de repos minimum entre deux services, aux multiplications des zones de manœuvre et les dysfonctionnements qui vont avec...

Réduire le temps de travail et recruter plus de conducteurs, voilà de quoi nous soulager et nous éviter la fatigue accumulée !

Le 2 octobre dans la rue

Jeudi, l'intersyndicale nationale appelle à une journée de grève contre le budget Lecornu. Celui-ci a annoncé clairement la couleur dans *Le Parisien* la semaine dernière : il continuera les attaques anti-sociales de ses prédécesseurs. De leur côté, les patrons se mobilisent et préparent un grand meeting le 13 octobre. Dans tout ça, seule une mobilisation massive du monde du travail nous permettra d'imposer nos revendications à la fois au niveau du pays et dans chaque entreprise, car les deux niveaux ne s'opposent pas mais se renforcent.

Aux TCL, aucun syndicat n'appelle à la grève. Au bus, il n'y a même plus de préavis du fait de la signature de la prime. Seul le collectif d'organisation de la grève appelle les travailleurs à se réunir en assemblée générale et à manifester ensemble. C'est une étape dans la construction du rapport de forces !

Manif 13h Jean Macé

Jean-Michel Visionnaire

Après son meeting d'entrée en campagne à Confluence, au « cœur » de Lyon comme chacun pourra en juger, Aulas a renouvelé et élargi sa promesse de gratuité des transports pour les Lyonnais gagnant moins de 2500€ par mois. Toujours rien pour les autres villes de la métropole où vivent les classes populaires qui en auraient le plus besoin... Mais au fond, de cette mesure comme des autres qu'il proposera, Jean-Michel Chauffeur se fiche. En bon capitaliste, il tente un coup sur un marché électoral où ses concurrents écologistes s'opposent à la gratuité, tous soucieux qu'ils sont de passer pour d'honnêtes gestionnaires.

La gratuité des transports est un sujet trop sérieux pour la laisser aux commerçants de la politique. Certains d'entre nous y sont opposés, de peur qu'elle nous enlève le pain de la bouche. Mais elle ne pose en réalité aucun problème de « dette » ou de financement, à condition d'aller chercher l'argent là où il est : chez les patrons lyonnais.

Reconnaissance sans conséquence

Macron a reconnu l'État de Palestine. Après plus de 65 000 morts depuis octobre 2023, plus de 160 000 blessés, une famine et deux ans de bombardements quotidiens, qu'est-ce que ça va changer ? Rien. Rappelons que c'est déjà ce que prévoyait l'accord d'Oslo en 1993 avec le résultat que l'on connaît aujourd'hui. Donc retour au statu quo : un Etat qui bombarde des civils parqués dans une prison à ciel ouvert.

Pendant ce temps en Italie, des travailleurs se mobilisent par la grève pour mettre fin au génocide. Leur action compte mille fois plus que tous les discours à l'ONU, et nous aurions intérêt à les rejoindre dans cette lutte !

Sarko prend du ferme, mais son crime contre le droit de grève reste impuni

Alors en attendant qu'on impose la suppression de sa loi de 2007 sur le service minimum, on peut en rire un peu...

